

Au-delà du Consensus de Washington

PAR LEUR NATURE, les événements grisants de 1989 se prêtaient à l'hyperbole, témoin Francis Fukuyama annonçant la «fin de l'Histoire». Le mur de Berlin s'est écroulé et les régimes communistes ont été bannis de toute l'Europe de l'Est. Les Soviétiques ont retiré leurs troupes d'Afghanistan. Même en Chine, où l'armée a brutalement réprimé une vague de protestations, un homme a bravé seul, sous le regard ébahi du monde entier, une colonne de chars sur la place Tiananmen à Pékin.

En ces temps de profonds changements politiques, où le capitalisme semblait triompher et la guerre froide toucher à sa fin, l'économiste John Williamson a désigné par l'expression «Consensus de Washington» un ensemble de réformes que les pays d'Amérique latine, engluées dans le dirigisme économique, pourraient adopter pour favoriser le retour des capitaux privés dans la région après les crises d'endettement paralysantes de la «décennie perdue» (les années 80). Comme Williamson l'explique dans les pages qui suivent, ce programme de réformes en dix points, initialement formulé à l'intention de l'Amérique latine, est vite devenu un modèle pour l'ensemble du monde en développement. Il prônait la discipline macroéconomique, notamment budgétaire, l'économie de marché et l'ouverture au monde, au moins aux investissements directs étrangers et sur le plan commercial.

Le Consensus de Washington offrait un schéma de politique économique pour combler le vide créé par la répudiation du centralisme et des stratégies commerciales de substitution de la production nationale aux importations. Comme Moïses Naím l'a souligné dans le numéro du printemps 2000 de *Foreign Policy*, «du fait de la crise de la dette des années 80 et de la fin de la guerre froide, il est devenu impossible de mener une politique ne reposant pas sur de sains principes macroéconomiques ou hostile à l'investissement étranger».

Les gouvernements latino-américains ont fait du Consensus leur cheval de bataille au début des années 90, et celui-ci a tenu une partie de ses promesses : des budgets plus solides, une inflation et des ratios d'endettement plus faibles et une reprise de la croissance. Mais le chômage s'est accru dans bien des pays et la pauvreté est restée endémique, tandis que l'ouverture des marchés exposait les pays aux effets secondaires de la mondialisation, parmi lesquels l'afflux de capitaux privés à court terme susceptibles de repartir aussi vite qu'ils étaient arrivés.

De par le monde, dix pays à revenu intermédiaire ont connu, entre 1994 et 1999, de graves crises financières qui ont fait sombrer le niveau de vie et, parfois, causé la chute du gouvernement et aggravé le sort de millions de personnes. Les décideurs ont soudain été confrontés à la menace de la contagion financière, et les économistes ont remis en question le rythme et l'enchaînement des mesures de déréglementation et de libéralisation. Les marchés apparaissaient comme un danger autant qu'une force, et on s'est mis à insister pour que les gouvernements veillent à mettre en place des institutions et politiques nationales solides avant d'ouvrir leurs économies à des capitaux étrangers volages.

Les institutions financières internationales étaient souvent considérées comme les thuriféraires du Consensus, qui cristallisait l'ire des désenchantés de la mondialisation et du néolibéralisme, ou était vécu comme un diktat du Trésor américain. En septembre 1998, dans *The Economist*, Jeffrey Sachs a qualifié le Consensus de «duperie» et plaidé pour un «partage des responsabilités entre les riches et les pauvres».

Le programme de réformes s'est transformé en une longue liste de mesures à la charge des pays développés et des pays en développement. Foin des taux de change compétitifs : il fallait désormais des parités flexibles ou (peut-être) absolument fixes, avec tout un ensemble de formules boîteuses entre ces deux extrêmes. On a vu naître consensus après consensus. Le dernier avatar — le Consensus de Monterrey de 2002 — compte 63 points, portant non seulement sur l'aide et les questions économiques, mais aussi sur la gouvernance, la corruption et les droits de l'homme.

Aujourd'hui, le débat s'oriente sur le rôle à venir des institutions financières internationales. Nombre de régions, dont l'Amérique latine et l'Afrique (voir pages 14-20), ont leurs propres programmes, complétés par un ensemble complexe d'objectifs de développement et de négociations commerciales au niveau international, et Williamson s'attache maintenant à promouvoir un plan révisé qui, il l'espère, fera oublier «le discours idéologique creux des années 90». Comment son nouveau programme sera-t-il appelé? Tout sauf «Consensus de Washington bis», répond-il. ■

Jeremy Clift